

Distribué le 16 Juillet 2008

## 24 juin 2008 : VOTE « NON » IRLANDAIS : DECLARATION DE JACQUES NIKONOFF ET MICHELE DESSENNE.

Michèle Dessenne et Jacques Nikonoff sont porte-paroles du Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP <http://www.m-pep.org> )

**Résumé de la déclaration :** Le vote majoritaire des Irlandais en faveur du « NON » au traité de l'Union européenne (dit traité de Lisbonne), qui était une copie conforme du traité constitutionnel européen déjà rejeté en 2005 par une majorité de Français et de Néerlandais, suscite naturellement de nombreux commentaires. Ceux qui émanent de la gauche ayant mené la bataille du « NON » en 2005 nous inquiètent car ils témoignent de profondes différences d'appréciation provoquant son éparpillement et son impuissance. Or la question européenne est centrale pour l'union des gauches : aucune grande force politique de gauche ne peut advenir sans une réévaluation complète de sa perspective européenne. C'est pourquoi nous souhaitons nous adresser aux dirigeants et aux électeurs de la gauche en leur faisant part de nos réflexions. En prenant connaissance des analyses et prises de position des uns et des autres, cinq questions cruciales méritent, selon nous, un approfondissement du débat :

- Quel sens politique donner au « NON » irlandais ?
- faut-il se fixer pour objectif d'aménager le cadre actuel de la construction européenne ?
- faut-il un nouveau traité ?
- faut-il un processus constituant européen ?
- comment poursuivre les mobilisations « pour une autre Europe » ?

Les deux porte parole du M'PEP considèrent que le résultat du référendum irlandais ne traduit aucune perspective politique autour de laquelle la gauche française ou européenne pourrait se rassembler. La grande diversité des motivations du vote « NON » ne permet pas de porter un jugement global sur ce scrutin, hormis une forte et juste exigence de souveraineté nationale et populaire des Irlandais.

Une « autre Europe », avec ou non une constitution européenne au contenu progressiste, est rigoureusement impossible dans le cadre politique et idéologique actuel de l'Europe. Les gouvernements sont très à droite, et quand ils ne le sont pas ils sont socio-libéraux. En cela ils ne font que refléter les opinions publiques en Europe. Dans ces conditions, une constitution européenne ou un nouveau traité n'auraient aucune chance d'être progressistes. Sauf si on croit à la chimère selon laquelle il serait possible d'élaborer des textes constitutionnels « neutres », faisant abstraction de tout contenu idéologique.

Toutes les hypothèses dont les deux porte-paroles du M'PEP font la revue sont inopérantes. La plupart des dirigeants de la gauche doivent comprendre que le mythe européen est arrivé à son terme, ce dont témoignent particulièrement les trois référendums où le « NON » l'a emporté.

Il faut que toute la gauche s'y fasse et le reconnaisse : l'Union européenne actuelle n'est pas un cadre aménageable. Elle est à déconstruire pour que les peuples réapprennent à disposer d'eux-mêmes tout en retrouvant les voies de la solidarité internationale. L'idée même d'une « autre Europe » est devenue obsolète dès lors que l'oligarchie rejette la démocratie. Elle est en train de bâillonner les peuples d'Europe, elle est un garrot, un nœud coulant qui étouffe l'espoir. Cette Europe ne sera jamais sociale, ni démocratique, ni féministe, ni écologique.

La grande perspective qui s'offre aujourd'hui, enthousiasmante, passe donc par la sortie de l'Union européenne et la construction d'une Europe à la carte, ou à géométrie variable, fondée notamment sur les principes de la Charte de La Havane. C'est plus démocratique, efficace, réaliste et sérieux !

Après le vote NON irlandais, une clarification politique à gauche est nécessaire

(Voir les attendus §1 à §4 sur le site <http://www.legrandsoir.info/spip.php?article6834> )

### 5.- Comment poursuivre les mobilisations « pour une autre Europe » ?

Toutes les hypothèses et propositions dont nous avons fait la revue sont inopérantes. La plupart des dirigeants de la gauche doivent comprendre que nous sommes arrivés à la fin du mythe européen dont témoignent particulièrement les trois référendums où le « NON » l'a emporté.

Depuis que la « construction » européenne existe, elle n'a permis aucun progrès social ni démocratique. C'est même l'inverse qui s'est produit : les systèmes de protection sociale, à coups de « directives », ont été progressivement démantelés. Quant à la démocratie, le complot des oligarques européens contre le suffrage universel devrait finir de convaincre ceux qui pouvaient encore entretenir des illusions sur la « construction » européenne. Comment des hommes et des femmes de gauche, inspirés par les valeurs de la Révolution française et le suffrage universel, pourraient-ils rester une minute de plus dans un système dictatorial qui vient de bannir le suffrage universel ! La gauche va-t-elle s'habituer à cette situation et y trouver des justifications ?

En outre, ce mode de « construction » européenne n'a fait qu'affirmer sa vassalisation vis-à-vis des Etats-Unis et son mépris pour les pays pauvres. Finalement, la construction européenne n'a pas été la barrière protectrice qu'elle prétendait être contre les politiques de mondialisation qui frappent l'Europe de plein fouet.

*Distribué le 16 Juillet 2008*

Il faut que toute la gauche s'y fasse et le reconnaisse : l'Union européenne actuelle n'est pas un cadre aménageable. Elle est à déconstruire pour que les peuples réapprennent à disposer d'eux-mêmes tout en retrouvant les voies de la solidarité internationale. L'idée même d'une « autre Europe » est devenue obsolète dès lors que l'oligarchie rejette la démocratie. Elle est en train de bâillonner les peuples d'Europe, elle est un garrot, un nœud coulant qui étouffe l'espoir. Cette Europe ne sera jamais sociale, ni démocratique, ni féministe, ni écologique.

La grande perspective qui s'offre aujourd'hui, enthousiasmante, passe donc par la sortie de l'Union européenne et la construction d'une Europe à la carte, ou à géométrie variable, fondée notamment sur les principes de la Charte de La Havane. C'est plus démocratique, efficace, réaliste et sérieux ! Bien sûr, les interrogations ne vont pas manquer :

l'Union européenne n'aurait-elle pas permis la paix ? sortir de l'Union européenne ne va-t-il pas provoquer un repli sur soi ? ne serait-ce pas la marque d'une certaine arrogance et de nationalisme ? le peuple européen existe bel et bien et ne serait-il pas illusoire de revenir en arrière ? Contrairement à un mythe savamment entretenu, ce n'est pas l'Union européenne qui a permis la paix, mais la paix qui a permis l'Union européenne. Car c'est bien la victoire sur le nazisme en 1945 qui a permis, ultérieurement, de « construire » l'Union européenne. Celle-ci est de moins en moins pacifique puisqu'elle s'est ralliée à un dispositif militaire agressif conçu au moment de la guerre froide – l'OTAN – alors que plusieurs de ses pays membres sont embourbés en Afghanistan et en Irak. Ce dispositif militaire au service des Etats-Unis, essentiellement orienté contre la Russie et la Chine, est un facteur de risques pour la paix. Sortir de l'Union serait agir pour la paix en refusant cette logique menaçante.

Sortir de l'Union européenne n'est pas une stratégie seulement applicable à la France. Nous considérons que tous les pays, progressivement, devraient sortir de ce système monstrueux. Et le but n'est pas que ces pays se replient sur eux-mêmes, mais qu'ils rebâtissent des coopérations entre pays européens, sur les décombres de l'eurolibéralisme ! Cette stratégie de sortie de l'eurolibéralisme en quittant l'Union européenne est tout le contraire du nationalisme, c'est une démarche internationaliste. D'ailleurs le 18 juin 2008 le Parlement européen a adopté une directive sur l'immigration illégale, qui propose des normes communes sur le retour volontaire, la rétention, la réadmission et les mineurs. Elle a été appelée la directive de la « honte » et a fait l'objet d'interventions indignées des président Morales et Chavez. Qu'il faille légiférer sur les réfugiés demandeurs d'asile et sur l'immigration illégale est évident. Mais faut-il systématiquement le faire, sous prétexte de la « crise » économique, au mépris du droit des gens ? Cette directive n'est-elle pas la preuve d'un « euronationalisme » source de difficultés présentes et futures ?

Depuis des années les citoyens des pays européens se détournent de cette construction européenne. L'abstention aux élections du Parlement européen augmente, les partis populistes, nationalistes, et même d'extrême droite prolifèrent partout en Europe. Ce mépris du peuple, manifesté notamment par le refus de tenir compte du résultat des référendums, prépare les pires régressions qui ne manqueront pas d'advenir demain si les mêmes orientations prévalent. Les peuples ne peuvent que perdre confiance dans ceux qu'ils ont élus. C'est bien l'Europe actuelle qui prépare le protectionnisme, le populisme, la xénophobie...

Quant à l'existence ou non d'un peuple européen, tout dépend de la définition que l'on se fait de ce qu'est le peuple. En ce qui nous concerne, nous récusons l'existence d'un peuple européen car elle ne repose sur aucune réalité politique. Si on se demande ce qui fait qu'un peuple est un peuple, et non simplement une ethnie, une communauté, des croyants, les habitants d'un territoire, des entrepreneurs, un ensemble de consommateurs : c'est la politique. Un peuple est politique ou n'est pas. Or, à l'échelle européenne (du moins celle des Vingt-Sept), rien pour l'instant n'indique l'existence ni même la création en cours d'un peuple européen. Hormis quelques rares pays, essentiellement ceux dans lesquels se sont tenus des référendums, il n'existe même pas de délibération publique sur les questions européennes. Or un peuple, pour avoir une existence politique, ne peut qu'être composé de citoyens ; et une vraie citoyenneté impose une participation à la politique : conception, mise à jour et défense du contrat social incarné dans la Constitution ; élaboration de la loi comme expression de la volonté générale et garantie de l'Etat de droit ; implication dans la délibération publique ; participation au suffrage universel. Il s'agit d'autant d'éléments indissociables qui constituent les bases de la démocratie dans une visée universelle. La vraie citoyenneté est un engagement débordant les frontières de l'élite politisée pour s'investir dans les structures parallèles à l'appareil d'Etat que sont les syndicats, les partis, les associations, les collectifs militants les plus divers. Rien de tout cela n'est en gestation au niveau européen.

En fait, « Ce qui est certain, c'est que la volonté irréductible de l'Internationale est qu'aucune patrie n'ait à souffrir dans son autonomie. Arracher les patries aux maquignons de la patrie, aux castes du militarisme et aux bandes de la finance, permettre à toutes les nations le développement indéfini dans la démocratie et dans la paix, ce n'est pas seulement servir l'internationale et le prolétariat universel, par qui l'humanité à peine ébauchée se réalisera, c'est servir la patrie elle-même. Internationale et patrie sont désormais liées. C'est dans l'internationale que l'indépendance des nations a sa plus haute garantie ; c'est dans les nations indépendantes que l'internationale a ses organes les plus puissants et les plus nobles. On pourrait presque dire : un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène. Un peu de patriotisme éloigne de l'Internationale ; beaucoup de patriotisme y ramène. » (Jean Jaurès, L'Armée nouvelle, 1911).